

Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Président de l'Assemblée générale, Distingués représentants et délégués, Excellences,

Je suis heureux de m'adresser à vous aujourd'hui au nom des gouvernements du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

La présente Conférence fournit une occasion unique et opportune de discuter des risques qui nous guettent et qui découlent de la crise financière et économique mondiale, tout en mettant l'accent sur ses effets sur le développement. Nous voyons d'un bon œil cette opportunité de contribuer à une plus grande coordination et collaboration entre tous les acteurs pertinents ainsi que de cerner nos lacunes en matière d'intervention.

Nous entendons, pour la première fois, ce qu'ont à dire tous les États membres de l'ONU ainsi que les pays en développement en ce qui concerne les effets réels de la crise et ce qui est nécessaire pour stimuler la reprise.

J'entends me concentrer sur trois objectifs principaux : premièrement, l'importance de respecter nos engagements existants en matière d'aide; deuxièmement, le rôle important que jouent les institutions financières internationales pour atténuer les effets de cette crise dans les pays en développement; troisièmement, la nécessité de susciter des engagements complémentaires auprès de tous les acteurs, y compris l'ONU.

Respect des engagements existants en matière d'aide internationale

Derrière les statistiques concernant la chute du PIB, des hommes et des femmes peinent pour nourrir leur famille, payer les traitements médicaux, conserver leurs emplois et garder leurs enfants à l'école.

Pendant cette période d'incertitude financière et économique, il est très important de réaffirmer le partage du financement des engagements en matière de développement, notamment en ce qui concerne la mobilisation de toutes les ressources destinées au développement afin d'assurer une croissance économique soutenue, de promouvoir le développement durable et d'éradiquer la pauvreté.

L'accentuation de la pauvreté et de la mortalité infantile ainsi que le ralentissement ou la régression des progrès en matière des objectifs de développement internationaux, y compris les Objectifs de Développement du Millénaire, sont des risques importants.

Maintenant, plus que jamais, il importe que tous les donateurs respectent leurs engagements existants en matière d'aide internationale, malgré la crise financière et économique.

Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande sont fiers de notre bilan à cet égard :

- Le Canada prévoit doubler son aide internationale (5 milliards de dollars) d'ici 2010-2011. D'ailleurs, il a déjà honoré l'engagement contracté au Sommet de Gleneagles, lequel consistait à doubler son aide en Afrique d'ici 2008-2009.

- L'Australie entend doubler son APD d'ici 2016 et dans son budget de développement de 2009-2010, elle s'est engagée à augmenter de 75 % (termes réels) son aide à l'Afrique pour 2008-2009.
- L'aide au développement de la Nouvelle-Zélande continue d'augmenter et atteindra 600 millions \$NZ en APD d'ici 2012-2013, ce qui représentera plus que le double du programme APD de la Nouvelle Zélande en 2003/04.

Pour aider les pays les plus vulnérables aux effets de cette crise, nous avons pris des engagements pluriannuels qui consistent à soutenir le développement dans les Amériques, en Afrique, en Asie (y compris en Afghanistan), dans le Pacifique, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. Nous nous sommes efforcés d'apporter notre aide aux programmes qui génèrent des emplois et la croissance économique, qui protègent les personnes vulnérables, notamment les enfants et les jeunes, qui contribuent à la sécurité alimentaire, qui mettent de l'avant la démocratie et qui offrent des services de base en matière de santé et d'éducation, particulièrement dans les environnements fragiles.

Le niveau de l'aide ne constitue qu'un volet. Nous devons également garantir l'efficacité de celle-ci. Pendant de trop nombreuses années, l'aide internationale n'a pas été pleinement efficace parce qu'elle était assortie de conditions restrictives.

Par conséquent, nous réaffirmons notre engagement de fournir une aide efficace en déliant entièrement nos programmes d'aide, en faisant preuve de plus de transparence, en accroissant notre niveau de responsabilisation et en adaptant nos interventions en fonction des besoins individuels de nos partenaires. Ces mesures sont conformes à nos engagements contractés en vertu de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra.

Soutien des institutions financières internationales

Afin de contrecarrer les effets de la crise financière et économique mondiale dans tous les pays avancés, à revenu intermédiaire ou à faible revenu, il importe d'éviter le prolongement de la récession mondiale et de promouvoir un redressement rapide.

À cet égard, les dirigeants du G20 ont donné une réponse claire au Sommet de Londres, le 2 avril. L'engagement mutuel de 1,1 billion \$ auprès des institutions financières internationales contribuera à rétablir le crédit, à encourager la croissance économique, à promouvoir le commerce mondial et à conserver les emplois.

Le Canada s'est engagé à verser un montant additionnel de 10 milliards \$US dans les mécanismes de crédit bilatéraux temporaires du Fonds monétaire international pour faire en sorte que les marchés émergents et les pays en développement aient accès aux capitaux dont ils ont besoin pour atténuer les effets de la crise financière et économique mondiale. Ce montant sera plus tard intégré à son engagement permanent dans le cadre d'un mécanisme de « Nouveaux accords d'emprunt » élargi et amélioré auquel l'Australie a également contribué à hauteur de 7 milliards \$.

Les pays du groupe CANZ font également leur part dans leurs régions respectives :

- Le Canada et l'Australie contribuent à une augmentation générale de 200 % du capital général de la Banque asiatique de développement pour que cette institution puisse accroître considérablement sa capacité de prêt pour des programmes dans la région.
- Le Canada doublera temporairement la portion remboursable par anticipation de ses investissements de capitaux dans la Banque interaméricaine de développement en consentant un nouvel investissement de jusqu'à 4 milliards de dollars, ce qui permettra à la Banque d'augmenter immédiatement sa capacité de prêt pour répondre aux besoins réels de la région.
- L'Australie et la Nouvelle-Zélande profiteront de la prochaine réunion des dirigeants du Forum des Iles du Pacifique pour appuyer une intervention efficace face à la crise et à ses effets dans les Iles du Pacifique.

Il importe que nous nous penchions sur les besoins particuliers des pays très endettés afin d'éviter une nouvelle augmentation des niveaux de dette intenable. Nous devons également songer à sauvegarder les progrès importants réalisés à ce jour.

Nous continuerons également à collaborer avec nos partenaires à d'importantes réformes en matière de gouvernance au sein des institutions financières internationales pour améliorer leur efficacité et renforcer leur capacité en tant que plateforme de coopération internationale. Ce processus a actuellement été amorcé par la Banque mondiale et par le FMI conformément à leurs mandats respectifs et à leurs structures de gouvernance.

Par exemple, nous appuyons le renforcement de la capacité du FMI et de ses partenaires, tels que le Conseil sur la stabilité financière, en tant qu'organismes centraux de surveillance économique mondiale et de dialogue. Outre ces mesures, nous encourageons le FMI à insister vivement auprès des gouvernements nationaux afin qu'ils prennent des mesures visant à régler ces problèmes de façon efficace et cohérente.

Les pays membres du groupe CANZ sont fermement résolus à s'opposer au protectionnisme, en prenant notamment des mesures concrètes pour libéraliser le commerce, ce qui s'avère, sans contredit, un élément clé de la reprise économique mondiale. Nous devons également nous efforcer de mener à bien le Cycle de Doha de l'OMC en vue d'obtenir un résultat ambitieux et équilibré qui aura pour effet de ranimer la confiance dans l'économie mondiale.

Dans le cadre de son engagement visant à aider les pays en développement pendant la crise, le Canada versera 200 millions \$US au Programme de liquidité pour le commerce mondial de la Société financière internationale pour aider à contrecarrer l'effondrement actuel du financement des transactions commerciales dans le monde en développement.

L'aide australienne aux associations commerciales s'est élevée à près de 320 millions \$US l'année dernière et devrait encore augmenter.

L'aide australienne au commerce augmentera également de concert avec l'emphase croissante mise sur le soutien au développement économique à grande échelle.

Engagement complémentaire.

L'une des principales forces du système des Nations Unies consiste en son vaste réseau de spécialistes. L'ONU est par conséquent mieux placée que quiconque pour évaluer les effets de la crise sur les États les plus vulnérables, y compris les États les plus fragiles ainsi que sur les États insulaires en développement, ce qui s'avère crucial pendant cette crise qui ne cesse d'évoluer.

Nous demandons à l'ONU de continuer de jouer un rôle de leadership à cet égard.

Nous savons que, seules, les Nations Unies ne peuvent résoudre la crise économique ni atténuer les effets de la crise dans les pays en développement.

Tous les acteurs du développement, y compris les institutions financières internationales, les banques de développement régional, le secteur privé et la société civile doivent collaborer en vue de contribuer aux interventions multilatérales déjà en place.

Pour terminer, en travaillant collectivement pour honorer nos engagements nationaux existants, nous contribuerons à combler le déficit financier auquel les plus vulnérables font face. En reconnaissant l'important rôle que jouent les institutions financières internationales pour atténuer les effets de la crise, nous accueillons également leurs efforts visant à mettre en œuvre des programmes de réformes qui leur permettront de continuer à répondre efficacement aux besoins du monde en développement. Enfin, en exploitant la valeur ajoutée de tous les acteurs du développement, nous serons mieux placés pour nous attaquer ensemble aux conséquences sur le développement qui découlent de la crise.

Je vous remercie.